

Procès-verbal de séance du conseil municipal
Lundi 17 décembre 2007 à 20h30

Convocation du 3 décembre 2007

Le 17 décembre 2007 à 20 heures 30, le Conseil Municipal de SIGOYER, étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Alain BONNARDEL, Maire de SIGOYER.

Etaient présents tous les membres en exercice Mesdames et Messieurs : Alain Bonnardel, Clément Jean-Luc, Jean-Marc Cornil, Duc Serge, Fernandez Vincent, Gabanou Agnès, Garcin André, Ligozat Jeannin, Luszczyński Sabine, Meunier Michel, Michalinoﬀ Jacques, Paul Claude, Pelloux Suzanne, Raizin Stéphane.

Absents excusés représentés :

Néant

Absents :

Françoise Galmiche, Sabine Luszczyński lors de la première délibération

Jacques Michalinoﬀ a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire.

Présents : 14 Votants : 14

En présence de Mme Michalinoﬀ, secrétaire de mairie, qui assure une prise de notes.

Ordre du jour :

- Village d'artisans - les orientations -avenant au contrat de maîtrise d'œuvre
- Ferme relais / création d'une société
- Contrat temps libre (CCTB action sociale CAF)
- Convention Commune / association neige et montagne
- Allée basse du cimetière (demande de financement DGE 2008)
- Commande groupée contrôles périodiques des bâtiments publics / CCTB
- Conclusions de l'étude hydrogéologique du massif de Céüse
- Questions diverses

- **Village d'artisans - les orientations - avenant au contrat de maîtrise d'œuvre**

M. DUC, conseiller municipal quitte la salle et ne prend pas part aux débats

Le maire expose au conseil municipal que pour la réalisation du village d'artisans, une mission de maîtrise d'œuvre avait été confiée à M. Serge Duc, architecte ; mission comprenant la phase dossier administratif et la phase consultation des entreprises et suivi de chantier pour un forfait HT de 4268€ (1067€ par lot). Le maire rappelle qu'un premier acompte a déjà été versé en 2001.

Il précise que ce dossier n'a pas pu aboutir, le nouveau projet étant modifié et comprenant six lots au lieu de 4 initialement, une revalorisation de 3% est demandée par l'architecte soit 1419€ par lot soit un forfait HT de 8514 €.

Considérant qu'il n'y a pas bouleversement de l'économie générale du contrat, il y a lieu de passer un avenant prenant en compte ces nouveaux éléments.

le conseil municipal, à l'unanimité (12 présents /12 pour)

- Autorise le maire à signer un avenant au contrat de maîtrise d'œuvre initial et tous documents relatifs à la prestation du maître d'œuvre.

M. Duc architecte présente alors l'avant projet, l'intégration du lot privé a été prévue pour la cohérence des réseaux, les lots communaux représentent des surfaces de 1300 à 2150 m².

Règlement du lotissement :

La présentation du lotissement se fait par le préambule suivant :

« Le « Pôle de Développement Economique des Vincents » a été initialement créé par la commune de SIGOYER pour accueillir des artisans et micro-entreprises de proximité. Il concrétise la politique de développement durable et maîtrisé définie par les élus dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.), s'appuyant lui-même sur le Plan d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.) (consultable en mairie et sur le site www.mairie.sigoyer.com)

La politique menée par la collectivité doit permettre un développement **démographique** et **économique** de la commune, **modéré et contrôlé**, dans un environnement protégé afin que son caractère agricole et sa culture rurale puissent se transmettre et se perpétuer.

Le Pôle de Développement Economique des Vincents doit donc satisfaire à cette politique. La cohérence entre le P.A.D.D. et le P.L.U. s'applique donc au présent règlement en s'appuyant sur l'objectif 2 du P.A.D.D. : « **Favoriser un développement équilibré et maîtrisé** », se déclinant en plusieurs objectifs opérationnels, notamment : « **Faciliter l'accueil, l'implantation, le développement des micro-entreprises et de l'artisanat** » en le conciliant avec la volonté de « **Faciliter le développement et l'évolution de l'agriculture** » et d'assurer « **Un développement doux et contrôlé** ».

Ce règlement, conçu comme une véritable **charte**, doit favoriser la **créativité et l'innovation**. Cela devra se concrétiser par :

- des activités respectueuses de l'environnement et du voisinage

- des activités qui valorisent la commune et soient un gage de qualité pour le territoire
- la qualité du bâti et des installations,
- la volonté des entrepreneurs de s'intégrer et de participer au développement de la vie économique et sociale de la commune.... »

Sabine Luszczyński remet en question les termes « *des activités qui valorisent la commune et soient un gage de qualité pour le territoire* » qui lui semblent très subjectifs.

Serge Duc pense qu'il faut pouvoir éviter les nuisances, Michel Meunier indique qu'il s'agit d'objectifs généraux à décliner en objectifs particuliers et ensuite opérationnels, Stéphane Raizin précise qu'il faut ouvrir au maximum aux entreprises (artisan, micro entreprises, professions libérales), Vincent Fernandez rappelle que cette chartre précise la politique de la commune en matière d'aménagement de cette zone. Les critères seront précisés ultérieurement.

Enfin, le pôle de développement économique des Vincents est dénommé « pôle économique des Vincents ».

Vincent Fernandez propose qu'un appel de candidatures soit lancé sur le site de la commune, auprès de la CCTB et de HAD 05.

• **Ferme relais / création d'une société :**

Le maire donne lecture du courrier de M. Busin qui sollicite l'autorisation de mettre à disposition le crédit bail dont il dispose au nom de la société qui sera créée et s'appellera « EARL LA CHEVRERIE DE CEUZE » afin que son épouse, Christine Busin, puisse s'installer comme agricultrice à titre principal, il précise en outre que la mise à disposition n'excédera pas le temps restant du crédit bail et qu'il reste garant de tous ses engagements tel que le stipule l'article 4.6 b du crédit bail signé chez Maître LOPEZ à Tallard, le 26 janvier 2006.

Enfin, M. Busin fait part du projet d'installation de son épouse avec augmentation du cheptel caprin et de la production annuelle de 35000 litres lait, développement des activités d'accueil (pédagogique et petite restauration), conversion en agriculture biologique, promotion et valorisation du patrimoine (promenades en attelage sur Chatillon et Céüzette).

Les conseillers demandent au maire de prendre conseil auprès de Me Lopez et sont d'accord sur le fond à condition :

- que cela ne change rien au contrat bail initial en ce qui concerne les engagements de Pierre Busin,
- de connaître les conséquences en cas de rupture du contrat
- et de vérifier les responsabilités par rapport aux statuts de la société

En ce qui concerne le dernier point du projet d'installation, le maire rappelle que les accès aux massifs forestiers (Céüze et Céüzette) sont réglementés et soumis à autorisation de l'ONF et de la commune. M. Busin devra donc obtenir les autorisations nécessaires.

• **Contrat temps libre (CCTB action sociale CAF)**

Retiré de l'ordre du jour (la délibération prise le 30 avril 2007 est suffisante)

• **Convention Commune / association neige et montagne**

Le maire donne lecture de la convention élaborée par l'association neige et montagne des deux Céüze pour la mise à disposition des locaux « maison de la station », utilisée pour la location du matériel de ski.

L'association ne disposera que d'une partie des locaux, soit la pièce de l'étage avec toilettes, sachant que la pièce du rez-de-chaussée est utilisée pour le stockage du mobilier communal et divers.

La prise en charge de l'assurance se fera par la commune pour le bâtiment et par l'association en responsabilité civile pour risques locatifs de la partie utilisée.

La convention sera passée pour une année seulement, année électorale oblige.

Claude Paul propose que la commission de sécurité des Guérins se réunisse samedi 22 décembre à 10 heures sur site et que l'ouverture de la station soit envisagée si l'enneigement est suffisant.

Les tarifs votés le 20 décembre 2005 sont reconduits (6 euros / journée, 3 euros /1/2 journée et 20 euros /année).

• **Allée basse du cimetière (demande de financement DGE 2008)**

Concernant le projet d'amélioration de l'allée basse du cimetière, M. Le maire rappelle les travaux réalisés en 1996 et 2007 et précise que cette troisième tranche de travaux terminera l'aménagement des allées.

Le devis de l'entreprise Meynaud s'élève à 47 771.89 € TTC

Il propose de solliciter l'aide de l'état au titre de la DGE 2008 conformément au plan de financement ci-dessous :

Plan de financement (exprimé en euros)

Dépenses	Financement
Montant des travaux HT..... 39 943.05	Aides publiques (80%) dont → Subvention du conseil Régional15 000.00 → Subvention de l'Etat DGE 200816 954.00
TVA 19.6% 7 828.84	Autofinancement 15 817.89 (dont TVA récupérable)
Montant TTC 47 771.89	Montant TTC 47 771.89

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité

- Approuve le projet et le plan de financement
- Autorise Monsieur le Maire à solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Hautes-Alpes l'aide de l'état au titre de la DGE 2008.
- Autorise Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette opération.

▪ **Commandes groupées CCTB :**

Monsieur le Maire rappelle que la Communauté de Communes doit relancer prochainement une consultation relative à ses prestations de contrôles périodiques obligatoires sur les installations électriques, gazières, d'alarme incendie et de système de désenfumage et d'ascenseur. Plusieurs communes, membres de la CCTB se trouvent dans la même situation dont notre commune.

Il explique qu'il serait possible de lancer la consultation sous la forme d'une procédure de commande publique groupée telle que prévue à l'article 8 du Code des Marchés Publics, en vue, notamment, d'obtenir un meilleur rapport garanties/tarififications.

Il propose d'établir un groupement des commandes entre la Communauté de Communes et les Communes intéressées, à savoir : La Freissinouse, Lardier & Valença, Neffes, La Saulce, Sigoyer, Tallard et Vitrolles étant précisé que le membre coordonnateur serait la Communauté de Communes. Chaque membre du groupement devra faire parvenir au coordonnateur ses besoins et renseignements afin d'établir les documents de la consultation.

Il donne lecture des principaux éléments constitutifs du groupement de commandes et insiste sur les obligations respectives de chaque membre ainsi que celles incombant au coordonnateur. Enfin il précise qu'à l'issue de la procédure de groupement de commande, chaque membre signera un marché correspondant à ses besoins avec le ou les prestataires retenus dans le cadre de la consultation.

le conseil municipal à l'unanimité :

- **Décide** d'établir un groupement de commandes entre la Communauté de Communes et les communes de La Freissinouse, Lardier & Valença, Neffes, La Saulce, Sigoyer, Tallard et Vitrolles en vue de lancer une consultation relative aux contrôles périodiques obligatoires de chaque membre ;
- **Accepte** que la Communauté de Communes soit le coordonnateur du groupement ainsi institué ;
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer la convention de groupement de commandes selon les termes présentés ce jour.

• **Conclusions de l'étude hydrogéologique du massif de Céüse :**

M. Meunier présente la synthèse des travaux de recherche de cibles de captages complémentaires par le bureau Téthys et fait part des différentes solutions à apporter pour tendre à l'autosuffisance du réseau (déjà amélioré par la construction d'un nouveau réservoir et le remplacement de certaines canalisations).

TABLEAU (en annexe)

Les cibles retenues ou à retenir ne concernent pas les sources privées

Après débat, les cibles retenues sont les suivantes :

Fontaine de l'aigle (nouvelle ressource) et Les roses (captage à améliorer et recherches à proximité), les cibles supplémentaires à retenir seraient les Boirons et l'affit de Para. Un devis est demandé au bureau d'études Téthys.

M. le maire rappelle qu'une réflexion est menée par la CCTB pour assurer la sécurisation des réseaux communaux (eau de la Durance ou réserve collinaire secteur de Pelleautier) par un maillage qui garantirait une distribution en cas de pénurie, mais il rappelle que chaque commune doit assurer seule son développement par la hiérarchisation de ses choix et ne peut pas faire appel à la communauté des communes pour garantir son alimentation en eau, par exemple la commune de la Freissinouse...De plus, les coûts induits par des ressources communales seraient inférieures aux coûts engendrés par un maillage général.

Questions diverses :

▪ DGE Eglise

Il y a lieu d'effectuer des travaux urgents de mise en sécurité du réseau électrique à l'église de Sigoyer, ainsi qu'une remise à niveau de l'installation de chauffage.

M. le maire présente les devis établis pour le lot électricité et le lot chauffage

Et propose de solliciter une aide financière :

de M. Le Préfet au titre de la DGE 2008,
de M. le Président du Conseil Général.

▪ Plan de financement (exprimé en euros)

Dépenses		Financement	
Travaux HT	16 934.67	DGE (30%)	5 080.40
		Département (50%)	8 467.33
TVA (19.6%)	3 319.19	autofinancement	6 706.13
Travaux TTC	20 253.86	Total TTC	20 253.86

Le conseil municipal à l'unanimité

- Approuve le projet et le plan de financement annexé
- Autorise le maire à signer tous documents relatifs à cette opération

• Détermination des ratios promus-promouvables :

Michel Meunier présente les nouvelles dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale qui indiquent que « *le nombre maximum de fonctionnaires*

appartenant à l'un des cadres d'emplois régis par la présente loi, à l'exception des cadres d'emplois de la police municipale, pouvant être promus à l'un des grades d'avancement de ce cadre d'emploi ou de ce corps, est déterminé par application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant conditions pour cet avancement de grade, ce taux de promotion et fixé par l'assemblée délibérante après avis du comité technique paritaire »

Il propose que la commune soumette le taux maximum soit 100% des agents promouvables, à l'examen du comité technique paritaire

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité décide d'adopter cette proposition.

• **Indemnité du receveur :**

M. Le maire propose

- De solliciter le concours du receveur municipal pour assurer les prestations de conseil et d'assistance en matière financière et budgétaire définie à l'article 1 de l'arrêté du 16.12.1983

- De lui accorder une indemnité de conseil, à compter de la date de son installation, soit :

- à M. Paul TETARD pour la période du 04.04.2007 au 03.09.2007
- à M. Michel MOREL à compter du 03.09.2007

- Que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel précité

- De lui accorder également l'indemnité de confection des documents budgétaires selon les taux en vigueur,

Adopté à l'unanimité

• **Virement de crédits (régularisation échéance d'emprunt)**

66111	Intérêts emprunts et dettes	+ 2.51
678	Autres charges exceptionnelles	-2.51

Adopté à l'unanimité

• **Virement de crédits (maison de la station)**

2313-3018	Immo. en cours – construction (maison station)	+ 4630
2135-0000	Immo. générales	- 4630

Adopté à l'unanimité

▪ **Financement des écoles privées :**

Le maire rappelle que la commune de Tallard accueille des enfants de Sigoyer, qui ont obtenu dérogation pour s'inscrire en école publique, il précise que la commune de Sigoyer participe aux frais de solarisation des ces enfants, mais refusera de payer pour les enfants inscrits à l'école privée malgré la demande insistante du maire de Tallard.

▪ **Utilisation de la salle des deux Céüse :**

Le maire rappelle que l'utilisation de cette salle communale a un coût élevé notamment en matière d'électricité, certaines associations l'utilisent gratuitement dans un but lucratif (cours de guitare, gymnastique et cours de danse) il conviendrait de revoir les tarifications pour ces associations qui tirent un revenu de leurs activités même si elles contribuent à l'animation. Il conviendrait également de tenir compte, si les animations bénéficient à un public sigoyard ou essentiellement à un public extérieur à la commune.

Les conseillers sont appelés à y réfléchir.

▪ **CLSPD :** bilan 3 délits sur SIGOYER dont 2 élucidés

▪ **Enquêtes publiques :**

Les enquêtes PLU et assainissement sont terminées, le commissaire enquêteur rendra son rapport début janvier 2008.

La séance est levée à 23h20

Délibérations du conseil municipal :

- Village d'artisans - avenant au contrat de maîtrise d'œuvre
- Allée basse du cimetière (demande de financement DGE 2008)
- Eglise travaux électriques (demande de financement DGE 2008)
- Commande groupée contrôles périodiques des bâtiments publics / CCTB
- Détermination des ratios promus-promouvables dans le cadre de l'avancement de grade des fonctionnaires territoriaux
- Virement de crédits (régularisation échéances emprunts)
- Virement de crédits (maison de la station)

Lu et approuvé, les conseillers municipaux,